

Le conflit Arabo-Juif en Palestine

(FIN)

Comme nous l'avons vu dans la première partie de cet article, quand, après 2,000 ans d'« exil », les « Biluims » acquirent une bande de territoire sablonneux au Sud de Jaffa, ils trouvèrent d'autres peuplades, les Arabes, qui s'étaient substitués à eux en Palestine. Ces derniers n'étaient que quelques centaines de milliers, soit Arabes fellah (paysans) ou bédouins (nomades); les paysans travaillaient avec des moyens très primitifs un sol appartenant, pour la presque totalité, aux propriétaires fonciers (effendi). L'impérialisme anglais, comme on le sait, en poussant ces latifundistes et la bourgeoisie arabe à entrer en lutte à ses côtés pendant la guerre mondiale, leur avait promis la constitution d'un Etat national arabe. La révolte arabe fut, en effet, d'une importance décisive dans l'écroulement du front turco-allemand dans le Proche-Orient, car elle réduisit à néant l'appel à la Guerre Sainte lancé par le Khalife Ottoman et tint en échec de nombreuses troupes turques en Syrie, sans parler de la destruction des armées turques en Mésopotamie.

Mais si l'impérialisme britannique avait déterminé cette révolte arabe contre la Turquie, grâce à la promesse de créer un Etat arabe composé de toutes les provinces de l'ancien empire ottoman (y compris la Palestine), il ne tarda pas, pour la défense de ses intérêts propres, à solliciter, comme contre-partie, l'appui des sionistes juifs en leur disant que la Palestine leur serait remise tant au point de vue de l'administration que de la colonisation.

En même temps, il se mettait d'accord avec l'impérialisme français pour lui céder un mandat sur la Syrie, détachant ainsi cette région, qui forme, avec la Palestine, une unité historique et économique indissoluble.

Dans la lettre que Lord Balfour adressait le 2 novembre 1917 à Rothschild, président de la Fédération Sioniste d'Angleterre, et dans laquelle il lui communiquait que le gouvernement anglais envisageait favorablement l'établissement,

en Palestine, d'un foyer national pour le peuple juif et qu'il emploierait tous ses efforts pour la réalisation de cet objectif, Lord Balfour ajoutait que: « rien ne serait fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non-juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politique dont les juifs jouissent dans les autres pays ».

Malgré les termes ambigus de cette déclaration, qui permettait à un peuple nouveau de s'installer sur leur sol, l'ensemble de la population arabe resta neutre au début et même favorable à l'instauration d'un foyer national juif. Les propriétaires arabes, sous la crainte qu'une loi agraire allait être instituée, se montrèrent disposés à vendre des terres. Les chefs sionistes, uniquement absorbés par des préoccupations d'ordre politique, ne profitèrent pas de ces offres et allèrent jusqu'à approuver la défense du gouverneur Allenby de vendre des terrains.

Bientôt, la bourgeoisie sioniste manifesta des tendances à occuper totalement (au point de vue territorial et politique) la Palestine en dépossédant la population autochtone et en la repoussant vers le désert. Cette tendance se manifeste aujourd'hui chez les sionistes « révisionnistes », c'est-à-dire dans le courant philo-fasciste du mouvement nationaliste juif.

La superficie des terres arables de la Palestine est d'environ 12 millions de «dounams» métriques (le dounam = 1 dixième d'hectare) dont 5 à 6 millions sont actuellement cultivés.

Voici comment s'établit la superficie des terres cultivées par les Juifs en Palestine, depuis 1899:

1899 : 22 colonies, 5,000 habitants, 300,000 dounams.

1914 : 43 colonies, 12,000 habitants, 400,000 dounams.

1922 : 73 colonies, 15,000 habitants, 600,000 dounams.

1934 : 160 colonies, 70,000 habitants, 1,420,000 dounams.

Pour juger la valeur réelle de cette progression et de l'influence qui en découle, il ne faut pas oublier que les Arabes cul-